

GILETS JAUNES : Premières tentatives à chaud de formation du peuple pour un État encore plus fort et contre le prolétariat

Démarré sur un mode bon enfant autour de revendications fiscales cantonnées au refus de l'augmentation des prix du carburant et plus particulièrement du diesel, ayant fait sa première apparition nationale, le 17 novembre, l'agitation des Gilets jaunes a embrasé plusieurs territoires administratifs de la République française, en trois temps, les 24 novembre, 1^{er} décembre et 7 décembre.

LES GILETS JAUNES, TERRAIN DE CHASSE DES SOUVERAINISTES

Les Gilets jaunes ont été vite épaulés par les principales oppositions souverainistes du pays, le Rassemblement national de Marine Le Pen et la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. Le PCF, la CGT et SUD ont hésité pour ensuite rejoindre les Gilets jaunes en associant leur adhésion à certains distinguos secondaires. Quant aux groupuscules fascistes-nazis, eux, ils ont plongé dans les Gilets jaunes dès leur création. Enfin, les dits autonomes et « insurrectionalistes » ont saisi à leur tour l'opportunité d'expérimenter une nouvelle fois leur incapacité fondamentale sur le terrain de l'exercice de la force contre la Police après que les fascistes-nazis leur ont ouvert la voie lors du premier rassemblement parisien du samedi 24 novembre.

LES GILETS JAUNES PRODUIT DE LA CRISE FISCALE

Les Gilets jaunes sont avant tout le produit de la crise fiscale des États consécutive à la plus grave crise financière mondiale du capitalisme depuis les années 1930, celle débutée, en 2007/2008, avec la

crise dite des *subprimes*. Une crise qui a connu deux passages principaux, la crise du système bancaire des pays capitalistes développés suivie par la crise fiscale de leurs États qui s'est traduite par la réduction des dépenses de protection sociale, c'est à dire par l'accaparement par l'État d'une portion significative du salaire différé (sécurité sociale, retraites, indemnisation du chômage, etc.) au moyen du fisc. Cet accaparement a servi à remettre un peu d'ordre dans les comptes des États et à refinancer le système du crédit, invalidé par la crise des produits financiers dérivés et mis en danger par la crise de la dette souveraine.

LES GILETS JAUNES, CONSÉQUENCE DE L'ABSENCE DE LUTTES OUVRIÈRES

Les Gilets jaunes sont également le produit de l'absence, depuis de longues années, de luttes d'ampleur sur les salaires. Une absence qui est, elle-même, la conséquence directe de la défaite historique de l'autonomie ouvrière des années 1970 et de nombreuses tentatives de reprise massive de la lutte de classe, dans les années 1980 et 1990, dans les nouveaux pays capitalistes avancés. La fragilisation du marché du travail partout dans le monde avec la généralisation de la figure du travailleur pauvre et précaire, et la rupture des encadrements contractuels du travail salarié avec la réapparition de la figure du tâcheron, déguisé en auto-entrepreneur et/ou en travailleur indépendant. Des ouvriers isolés, notamment ceux des petites entreprises, et des travailleurs précaires participent aux Gilets jaunes.

Malheureusement, leur mobilisation ne se fait pas sur des positions de classe. Ces prolétaires ont ainsi exprimé leur impuissance à s'organiser et à se battre contre les patrons sur les lieux de travail. Cette impuissance qui a bien sûr pour base objective la dislocation croissante des territoires productifs, s'est muée en hargne contre les forces de l'ordre et les symboles de l'État. Un paradoxe singulier pour une rébellion qui réclame la reconnaissance et la protection de l'État....

LES GILETS JAUNES, UN BLOC SOCIAL RÉACTIONNAIRE INTERCLASSISTE

La crise fiscale n'a pas frappé seulement les prolétaires. Elle a accéléré la prolétarianisation de secteurs résiduels de petite-bourgeoisie dans les pays capitalistes développés, tels les artisans, les commerçants, les entrepreneurs individuels et certaines professions libérales paupérisées. Maints petits patrons ont aussi fait les frais de la crise fiscale et de la crise bancaire. Sans oublier les personnes qui ne sont plus sur le marché du travail, dont les retraités (qui ne sont pas tous des prolétaires, bien sûr) et les chômeurs dits de longue durée. Dans ce contexte général, l'augmentation des impôts, des taxes et des divers prélèvements a eu la capacité de fondre en un bloc hétéroclite des segments de classes différentes et historiquement antagoniques. De tout temps, la fiscalité est un terreau de choix pour la constitution du peuple autour du drapeau national, de la demande de plus d'État et d'un rapport direct entre le Chef de l'État et le « peuple en fusion ». Le cri qui se lève, y compris celui qui vient des fractions les plus affaiblies du prolétariat, est une demande pressante de protection face aux conséquences de la crise financière globale. Une demande de protection qui engendre un sentiment illusoire d'appartenance et de communion avec des secteurs de la société civile qui devraient être considérés comme des ennemis et traités comme tels.

LES GILETS JAUNES POLITISENT LEUR ACTION POUR SE CONSTITUER EN PEUPLE

Entre-temps, la rébellion des Gilets jaunes s'est transformée d'une protestation contre le fisc et la perte de pouvoir d'achat en une sorte de programme politique global par le rajout de revendications telles le retour au septennat présidentiel, le renforcement du droit au référendum, l'expulsion des immigrés clandestins, la défense du « *produisons français* » et la baisse des émoluments des élus. Le programme qui émerge porte en lui toutes les caractéristiques des programmes souverainistes déjà expérimentés dans d'autres pays. En une phrase, on exige un rôle accru de l'État, et de son sommet en particulier, en lien direct avec le peuple révolté. Une parfaite synthèse en somme des objectifs du Rassemblement national et de la France insoumise. Peu importe si certains participants à la rébellion ne se retrouvent pas dans l'intégralité de ces points, car ces derniers n'ont pas été en mesure de rendre explicites leurs visions potentiellement différentes ou divergentes. Le rejet de « la politique » professé par les Gilets jaunes est assurément une critique en actes de la démocratie représentative. Mais cette critique est bâtie sur un socle réactionnaire et nationaliste. À l'époque de l'avancée du nationalisme, le phénomène des Gilets jaunes doit être lu comme la première tentative d'envergure en France, quoique confuse et désordonnée, de constituer « à chaud » le peuple. S'ils perdurent, des phénomènes de ce type peuvent constituer une prémisse indispensable (mais non suffisante) à la formalisation de mouvements fascistes de masse capables de renverser, avec plus ou moins de violence, la forme institutionnelle dominante de la dictature du capital dans les pays avancés, la démocratie représentative moderne.

LES GILETS JAUNES, UN SOUS-PRODUIT POLITIQUE DE LA V^{ème} RÉPUBLIQUE

Les Gilets jaunes ont fait de « *Macron démission* » leur mot d'ordre unifiant. Ils s'inscrivent par-là dans la dialectique propre à la V^{ème} République, issue du coup d'État institutionnel du 13 mai 1958. La relation directe entre le peuple et le Chef de l'État est en effet la clé de voute de sa Constitution. Pendant la campagne électorale de 2017, le candidat Emmanuel Macron, a agité, sans relâche, trois thèmes de fond qui ont rendu possible son élection : la restauration de la présidence de la République dans ses prérogatives initiales ; le rejet des politiciens professionnels tous bords confondus ; la baisse significative des impôts pour tous. Ces trois thèmes centraux de campagne d'Emmanuel Macron sont très présents dans le phénomène des Gilets jaunes.

Tel un pompier pyromane, le président de la République fait les frais des promesses électorales qu'il n'a pas tenues. Des promesses électorales qui ont été prises au mot par les révoltés déçus des Gilets jaunes d'aujourd'hui qui montrent ainsi être idéologiquement proches de l'exécutif actuel. Leur rébellion n'est l'expression d'aucune dynamique révolutionnaire. Pire, elle peut paver la voie à l'arrivée d'un souverainisme puissance dix qui prendrait la suite d'Emmanuel Macron, sans conteste le meilleur représentant en présence de la fraction la plus avancée des classes dominantes. Si cette éventualité se produisait, se dessinerait, en France, un processus similaire à ce qui se passe déjà aujourd'hui en Italie.

En 2012, ce pays a été agité par le mouvement des *Forconi* (fourches en français)¹. Lancés en Sicile par les patrons des

¹ Pour comprendre similitudes et différences entre le mouvement des *Forconi*, du M5S et les Gilets jaunes,

petites entreprises de transport par camions et les paysans, les *Forconi* ont également démarré par des barrages routiers. Objectif : s'insurger contre la classe dirigeante « *qui veut nous faire payer l'addition* », « *l'hypocrisie de nos politiciens* » et pour la baisse des prix du carburant et des assurances. Comme en France, ce phénomène a été soutenu activement par les fascistes et les souverainistes de l'époque et même par certains « autonomes » à l'image du centre social Askatasuna, de Turin, lui-même proche des NO TAV (le mouvement qui s'oppose à la construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Turin et Lyon).

LES GILETS JAUNES, DES SUPPLÉTIFS DE CHOIX DE L'ÉTAT

Les Gilets jaunes exigent que l'État défende leurs revenus et leurs biens. La mise en scène violente ne change rien à leur caractère de profonde soumission à l'État et au capital. Celle-ci sert au contraire à semer l'illusion d'un mouvement offensif, massif et anticapitaliste. Et ce alors qu'entre les différents « actes » des quatre samedis d'affilée, il n'a fait que reculer en nombre de Gilets jaunes présents sur les barrages. La violence n'est guère un gage en soi d'offensive prolétarienne et encore moins d'une critique pratique de l'État. L'exercice de la force autonome des ouvriers n'a rien à voir avec le spectacle de la dévastation de territoires abstraits de la production et de la reproduction sociales.

Les centres-villes sont un décor formidable pour la télévision et l'Internet mais ils sont totalement opaques et désincarnés quand il s'agit de frapper la chaîne de la valorisation du capital.

nous conseillons la lecture de l'excellent texte « *Les Gilets jaunes à la lumière de l'expérience italienne* » du collectif Athéné Nyctalope, disponible entre autre ici : <https://paris-luttes.info/les-gilets-jaunes-a-la-lumiere-de-11185>

Les pillages et les dégradations de ces centres-villes opulents sont des actes étrangers et parfois même hostiles aux centaines de milliers de travailleurs, le plus souvent pauvres, qui y sont exploités. Les protagonistes de ces actions violentes agissent comme des guerriers contre les futures luttes offensives du prolétariat, contre son autonomie, contre sa lutte contre l'exploitation et l'oppression. Ils doivent être considérés comme des supplétifs des forces armées de la bourgeoisie et des soutiens objectifs de l'ordre et de l'État et du capital.

LE PROLÉTARIAT CONTRE LE PEUPLE

En conclusion, l'attitude des communistes face à la rébellion fiscale et à la demande de protection adressée à l'État doit être des plus fermes. Les communistes, les militants de la cause ouvrière doivent œuvrer contre le peuple et pour l'autonomie prolétarienne, pour l'essor de luttes offensives menées sur les salaires et contre les conditions de travail que le capital détermine. Des luttes qui doivent s'enraciner et devenir massives tout d'abord dans les territoires de la production et de la reproduction sociales, dans les usines, dans les bureaux, les entrepôts, les quartiers ouvriers. Ces temps-ci, cette perspective n'est pas d'actualité. Les Gilets jaunes ne constituent en rien un palliatif ou pire « *une nouvelle forme d'antagonisme anticapitaliste* ». En l'état, ils sont au contraire un frein et un ennemi politique de plus.
